

International

# DE L'AFGHANISTAN À LA SYRIE. ÉTAT DES LIEUX DE L'OPINION PUBLIQUE FACE AUX ENJEUX DE DÉFENSE

Guillaume Chevalier

11/07/2012

**L'attente d'une éventuelle intervention en Syrie replace les enjeux de défense au cœur de l'agenda médiatique. S'ajoute à cela la question du départ anticipé des soldats en Afghanistan, prévu pour fin 2012. A travers ces problématiques se dessinent les rapports fragiles et inégaux des Français à leurs armées et aux enjeux de défense.**

Télécharger la synthèse :

L'attente d'une éventuelle intervention en Syrie replace les enjeux de défense au cœur de l'agenda médiatique. S'ajoute à cela la question du départ anticipé des soldats en Afghanistan, prévu pour fin 2012. A travers ces problématiques se dessinent les rapports fragiles et inégaux des Français à leurs armées et aux enjeux de défense.

## **Attachement mitigé à l'armée. Perception de la menace terroriste en recul**

Le contact direct de la population avec le milieu militaire s'est raréfié ces dernières années. En effet, 64 % de la population française n'a pas connu la guerre d'Algérie, et une grande majorité des personnes de moins de trente ans n'ont pas eu à effectuer leur service militaire. Dans le même temps, la perception de la menace terroriste sur le sol français tend à s'éroder. En mars dernier, seul 53 % des Français considéraient que la menace terroriste était élevée sur le sol français, l'un des taux les plus bas depuis 2001. Les Français se concentreraient d'avantage sur des problématiques économiques et sociales internes, à défaut des enjeux internationaux. D'ailleurs, 37 % des Français considéraient en mars 2012 que les moyens dédiés aux armées étaient une variable d'ajustement économique privilégiée en temps de crise.

## **L'Afghanistan : crainte de l'enlèvement et incompréhension**

Légitimée par la lutte contre le terrorisme international, l'approbation de l'opinion à l'égard du conflit afghan n'a eu de cesse de réduire en dix ans, notamment après 2008 et les nombreuses pertes françaises. En octobre 2001 (début des combats), 55 % des personnes interrogées se déclaraient favorables à l'engagement français en Afghanistan, contre 24 % en août 2011. Cette baisse de soutien s'explique d'une part par le sentiment d'enlèvement qui semble peser sur les

troupes françaises : 87 % partageaient cette idée en août 2011. Par ailleurs, la lutte contre le terrorisme et pour la démocratie ne s'impose plus comme un motif d'intervention légitime : 44 % des Français estiment que la présence française est nécessaire pour lutter contre la menace terroriste, 38 % pour faire progresser la démocratie.

### **Une spécificité française ?**

Il semble que le niveau d'approbation concernant le conflit afghan est plus important outre-Atlantique. Bien que ce score soit en baisse, 50 % des Américains soutenaient encore l'intervention militaire en Afghanistan en 2011. En outre, 60 % des Américains estimaient que la présence militaire en Afghanistan est nécessaire pour lutter contre le terrorisme international, et 54 % jugeaient que la guerre permettait de faire progresser le pays vers la démocratie. Du côté du Royaume-Uni, le soutien semble également plus ferme : 41 % des Britanniques étaient par exemple favorables l'envoi de forces supplémentaires en janvier 2010, contre 20 % des Français.

### **Le cas libyen : facteurs favorables et meilleure compréhension**

Friable, le soutien de l'opinion publique envers le conflit libyen est demeuré somme toute assez fort, se distinguant comme le plus populaire depuis la guerre en Bosnie en 1994. En mars 2011 (début de l'opération Harmattan), 66 % des Français approuvaient l'intervention française en Libye, 55 % trois mois après. Ce taux d'approbation s'explique en grande partie par l'absence de pertes dans le camp de la coalition, ainsi que par la courte durée du conflit.

### **La question d'un engagement en Syrie : l'ombre de l'Afghanistan**

La question d'une intervention en Syrie, pour le moment en suspens, s'explique à travers ces deux conflits très différents que sont l'Afghanistan et la Syrie. L'opinion publique française se montre tout juste majoritairement favorable à une intervention sous l'égide de l'ONU (52 %), et réticente à un engagement de la France (42 %). En termes de proximité politique, les sympathisants de l'UMP (56 %) et du PS (60 %) sont les plus favorables à un engagement de la France, alors que les proches d'Europe Ecologie-Les Verts (44 %) et du FN (42 %) sont les plus réticents. Sur le plan européen, le niveau d'adhésion envers une intervention en Syrie est inégal. Les Espagnols et les Français sont plutôt favorables à une intervention sous l'égide des Nations unies, contrairement aux Allemands et aux Italiens. Concernant l'Espagne, le fort taux d'adhésion à une intervention sous l'égide des Nations unies (65 %) est nuancé par le niveau de désapprobation à un engagement de leur propre pays (56 % d'opposition). C'est d'ailleurs le cas pour l'ensemble des Européens : 68 % des Italiens, 64 % des Allemands et 58 % des Français y sont opposés. D'une manière générale, le sentiment d'une guerre longue et d'un enlisement probable semble se développer.

### **Le soutien français pour les missions « courtes » et « légitimes »**

Globalement, les Français sont moins « bellicistes » que leurs alliés. L'opinion publique est prête à défendre ses troupes seulement si l'action lui semble à la fois légitime et courte, risquant le moins de pertes possible. C'est à ces conditions que les Français pourront soutenir un éventuel engagement contre le régime syrien et préserver de fait un lien privilégié avec leurs armées.